



AMBASSADE DE FRANCE AU MAROC

SERVICE ÉCONOMIQUE

10-0339 / Rabat, le 28 juin 2010

Communication

LES RESULTATS DE L'ENQUETE SUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS FRANÇAIS DANS LE MONDE :

ESSOR DES IDE AU MAROC, PRES DE 750 FILIALES ET PARTICIPATIONS FRANÇAISES DESORMAIS

- Avec près de 750 filiales et participations françaises en 2009, le Maroc est la première destination des investissements directs français à la fois dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient et sur le continent africain ; parmi l'ensemble des pays émergents, il compose un trio de tête avec la Chine et l'Inde.
- Présentes dans des secteurs très divers, les participations françaises apparaissent en phase avec la modernisation et la montée en puissance de l'économie marocaine.
- Nombreuses localisations à Casablanca mais diversification géographique en cours, notamment en direction de Tanger

1. BOND EN AVANT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS : LE MAROC EN TETE DES PARTICIPATIONS FRANÇAISES EN AFRIQUE ET DANS LA ZONE MENA, PLACE PRIVILEGIEE AU SEIN DU MONDE EMERGENT

Le recensement des filiales et participations dans le monde effectué par le Ministère français des Finances et le Service économique de l'Ambassade de France à Rabat dénombre près de **750 implantations au Maroc en 2009**.

Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'enquête précédente (529 en 2006) : + 40% en trois ans. La progression moyenne au niveau mondial n'est que de 15% sur la même période. Ceci signifie que l'orientation des investissements directs français vers le Maroc s'est accentuée au cours de la période par rapport aux périodes précédentes, pourtant déjà marquée par des flux importants en direction du Royaume.

Au plan mondial, l'Union européenne et l'Amérique du Nord demeurent la destination quantitativement la plus importante des investissements français, avec les deux tiers du total (comme c'est d'ailleurs le cas pour la plupart des autres pays de l'OCDE émetteurs d'investissements directs car leurs économies sont devenues très interdépendantes entre elles, particulièrement dans l'Union européenne).

Mais, avec 750 implantations, le Maroc est la **première destination des investissements français** dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. C'est aussi **la première sur tout le continent africain**.

De même, au sein du monde émergent (tous continents confondus), la place du Royaume est particulièrement éminente : **le Maroc compose un trio de tête avec la Chine et l'Inde**.

En termes de *nombre* d'implantations, la Chine est la première destination « émergente » des IDE français avec 2195 implantations françaises. Sur la base de ce critère, le Maroc et l'Inde sont deuxièmes *ex-aequo* avec 750 implantations chacun.

En termes de *valeur* des investissements cumulés sur la durée (stock d'IDE), le Maroc apparaît au premier rang avec 8,1 milliards d'euros en 2008 contre 6,9 milliards pour la République populaire de Chine (Hong-Kong non compris) et 1,9 milliards pour l'Inde. En pratique, le stock d'IDE français au Maroc a triplé sur les quatre dernières années : il est passé de 2,4 Mds € en 2004 à 8,1 Mds € en 2008.

Il est à noter que l'enquête conduite par le Ministère des Finances et, pour le Maroc, par le Service économique de Rabat, traite des filiales au sens juridique du terme d'entreprises ayant leur siège en France (voir encadré méthodologique).

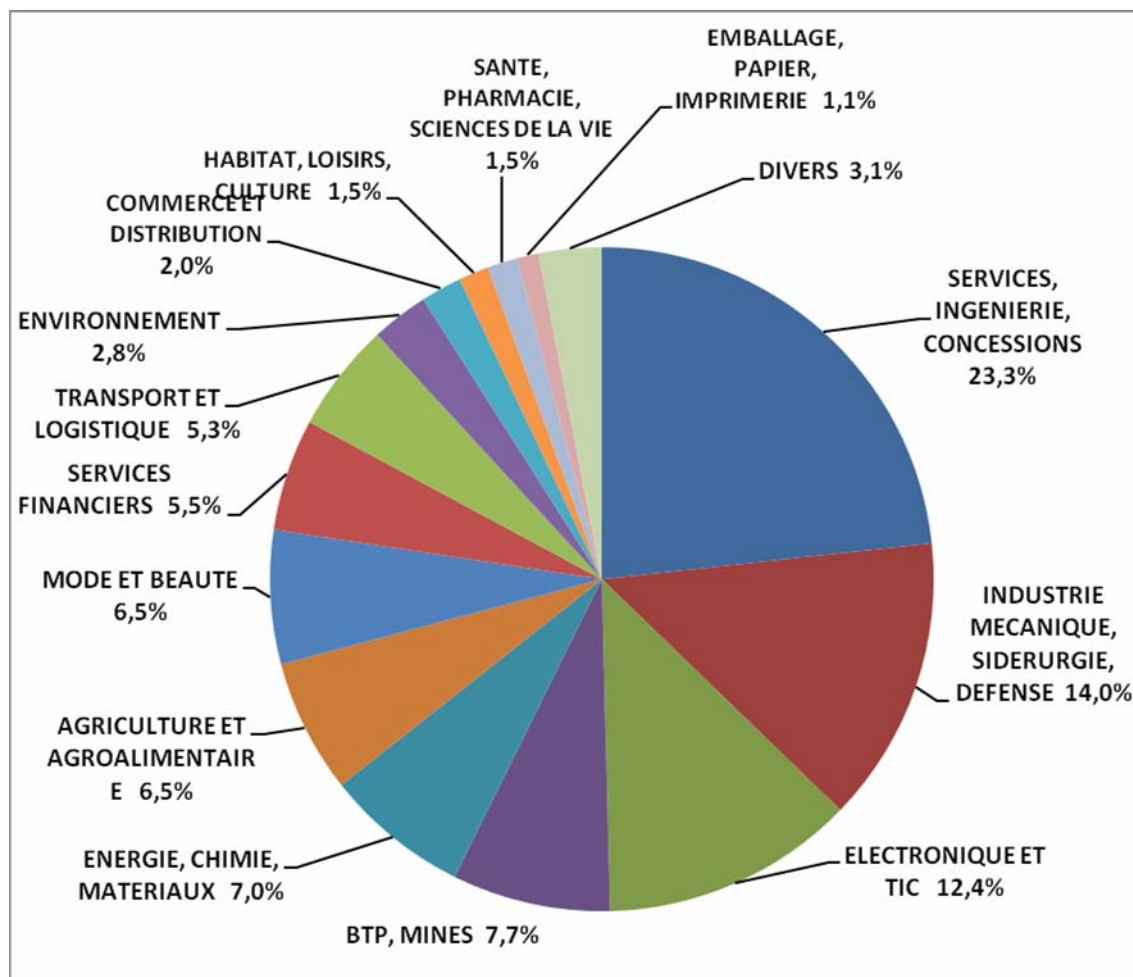
En fait, à ces filiales (et participations) **s'ajoutent des entreprises ayant avec la France des liens** de partenariat non capitalistiques (ex réseaux de franchise avec des sociétés françaises) et, également, les entreprises fondées par des Français résidant au Maroc, qu'ils soient présents de longue date ou installés récemment.

En incluant ces deux autres catégories d'entreprises, on dénombre au Maroc plus de 1000 entreprises ayant un lien capitalistique, technique ou humain significatif avec l'hexagone. Leur effectif est de l'ordre de 115 000 salariés.

2. Des participations diversifiées : nombreux secteurs et différentes tailles d'entreprises concernés

Les investissements français sont présents dans de nombreux secteurs d'activité.

Répartition sectorielle des investissements français au Maroc en 2009



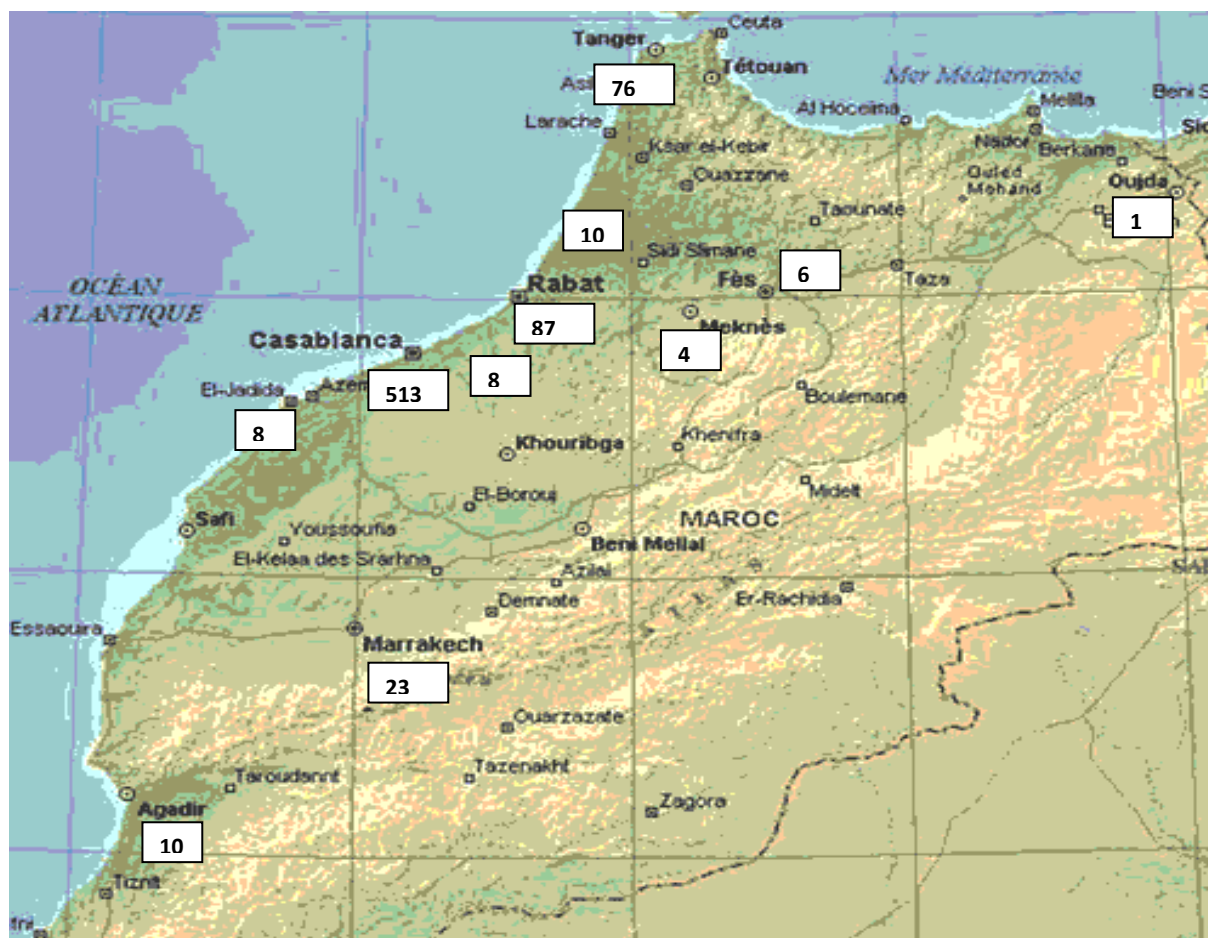
En termes de taille, les investissements directs français ont la particularité de couvrir un large spectre qui inclut des entreprises comptant parmi les entreprises importantes du Maroc mais comprend également de nombreuses PME, voire des « TPE » (très petites entreprises, moins de 20 salariés) qui représentent une part non négligeable du tissu économique formé par ces investissements.

3. Nombreuses localisations à Casablanca mais diversification géographique en cours

La région du grand Casablanca reste prépondérante en termes de nombre d'implantations françaises. Ceci tient à la tradition française de participation au développement industriel de la « capitale économique », mais aussi à son poids dans l'économie et à sa « visibilité » internationale, qui en fait une

pièce majeure de l'attractivité du pays comme lieu d'investissement. Toutefois une nette diversification s'opère, notamment en faveur du nord du pays.

Répartition géographique des implantations françaises



En 2009, Casablanca compte 513 filiales et participations d'entreprises françaises sur un total de 750 (soit 68% du total). En 2006 Casablanca comptait 356 implantations seulement. L'augmentation est donc de 44% en trois ans.

Mais la région de Tanger connaît quant à elle un triplement du nombre d'implantations françaises : elles sont passées de 25 à 76 en trois ans. Cette dynamique devrait se poursuivre avec l'arrivée de Renault dans la péninsule tingitane et, dans son sillage, d'un ensemble d'équipementiers et de fournisseurs qui s'établiront principalement dans les régions situées au nord du Royaume.

Avec 87 implantations en 2009, la Wilaya de Rabat a elle aussi enregistré une hausse supérieure à la moyenne nationale (+47,5%).

Marrakech est passé de 16 à 23 filiales (+44%, chiffres n'incluant pas les activités créées à titre individuel ou familial par des Français installés à Marrakech). Agadir est passé de 8 à 10 implantations (+25%). Fès et Meknès sont restées stables (pour toutes les villes : même remarque que pour Marrakech).

L'évolution du nombre des implantations sur 3 ans

WILAYA DE	2006	2009	%
TANGER	25	76	+204%
RABAT	59	87	+47,5%
CASABLANCA	356	513	+44%
MARRAKECH	16	23	+44%
AGADIR	8	10	+25%
FES MEKNES	9	10	STABLE

Par ailleurs, en 2009 on recense 8 implantations dans la région de Chaouia Ouardigha et 10 dans la région du Gharb, deux régions qui n'étaient mentionnées précédemment.

Au passage, l'enquête 2009 confirme la pluralité des secteurs d'activité dans lesquels les entreprises françaises sont présentes, ainsi que la diversité de la taille des implantations (nombreuses PME françaises, par exemple, dans la Zone franche de Tanger). Cette diversité de taille est notamment rendue possible par l'appui que ces entreprises trouvent auprès de la CFCIM (Chambre française de commerce et d'industrie).

La création en 2005 du Groupe d'impulsions économiques France Maroc (GIEFM), dont la coprésidence avait été confiée à Jean-René Fourtou et Mustapha Bakkoury, aura été une étape majeure dans la prise de conscience par les investisseurs français des opportunités offerts par la destination Maroc. Aujourd'hui, l'action du GIEFM s'articule avec celle des deux Confédérations patronales, la CGEM marocaine et le MEDEF français. Le gouvernement marocain a par ailleurs créé une Agence dédiée à la promotion de son attractivité, l'AMD (Agence marocaine de Développement des Investissements).

4. Une implication française en phase avec la modernisation et la montée en puissance de l'économie marocaine

- L'implantation de sociétés françaises au Maroc est une réalité historique qui s'est vivifiée sur la période récente, notamment dans les secteurs identifiés par la stratégie industrielle du pays (plan Azur, plans Emergence, plan Maroc Numeric, etc...). Elle s'accompagne souvent de partenariats avec les investisseurs nationaux, partenariats qui sont très diversifiés au Maroc : la participation des investisseurs marocains peut être minoritaire, majoritaire, ou paritaire selon les cas.
- On assiste à une montée en gamme des investissements français dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée locale : aéronautique (Casablanca précision, Labinal, Aircelle), informatique (Adetel Maroc), télécoms, services et ingénierie (Capgemini technologie service Maroc, Teuchos, Webhelp). Les groupes français s'inscrivent ce faisant dans le mouvement de diversification de l'industrie marocaine : dans l'aéronautique, la sous traitance s'organise autour de l'implantation d'EADS Maroc Aviation et de Safran. Dans le secteur automobile, l'implantation de Renault à Tanger va permettre de développer une véritable filière en attirant de nombreux équipementiers.
- Certains investissements s'assortissent de transferts de technologie (centre de R & D de STMicroelectronics, Alcatel Lucent, Sofrecom, Cetim...) ou de l'apport d'autres formes de savoirs-faires : dans le domaine des services collectifs et grâce à leur taille internationale, les entreprises françaises (Veolia, GDF-SUEZ, Pizzorno) apportent sur le terrain l'expérience acquise de par le monde en matière de

modernisation des services publics et d'amélioration du service (distribution d'eau et d'électricité, assainissement, traitement des déchets).

- Les entreprises françaises sont associées au développement des infrastructures du Maroc à travers des chantiers tels que le port de Tanger MED (Bouygues), le tramway de Rabat et Casablanca (Alstom), les liaisons ferroviaires, la production et le réseau électrique (Cegelec). Elles participent également aux efforts de modernisation dans le secteur de la logistique (Geodis, Gravelleau).
- Les entreprises à participation française produisent pour le marché national mais elles contribuent également aux exportations marocaines dans plusieurs secteurs, notamment en direction des pays émergents et de l'Afrique (par exemple STMicroelectronics, l'un des premiers exportateurs du Maroc, Renault qui commence à exporter la Logan dans d'autres pays émergents grâce à des accords Sud Sud, Boyauderie de l'Atlas et Belma dans l'agroalimentaire, AMC dans les plastiques, Sanofi-Aventis avec la production au Maroc de médicaments antipaludéens destinés à tout le continent africain).
- Comme les entreprises marocaines, nombre d'entreprises françaises sont engagées dans des actions « citoyennes » : Responsabilité Sociale des Entreprises (BMCI, Société générale, Crédit du Maroc, Lafarge, Total, Air Liquide...), contributions à l'INDH (Lydec), actions de formation professionnelle (Accor, Centre d'appels, délégataires de services publics), amélioration de la qualité de l'environnement (Renault Tanger, Pizzorno).
- Enfin, les groupes français s'associent de plus en plus à la dynamique d'expansion internationale des groupes marocains, notamment vers l'Afrique sub-saharienne. Ils le font, soit directement (implantation en Afrique de Maroc Télécom avec le soutien de Vivendi, centre de formation de Veolia à Rabat servant de plateforme de formation pour toute l'Afrique), soit indirectement comme par exemple la reprise par Attijariwafa Bank des filiales bancaires en Afrique sub-saharienne du français Calyon.

Pour plus d'information sur l'enquête filiales, contacter : Fanny Labarthe, Service économique de l'Ambassade de France à Rabat, Tel: 0537.68.98.00, fanny.labarthe@dgtresor.gouv.fr

Annexes

Les 15 premières entreprises à participation française au Maroc en 2009 en termes de chiffre d'affaires

Rang	Raison sociale	Groupe français investisseur	CA en millions de dirhams	Effectif	Ville	Secteur
1	ITISSALAT AL MAGHRIB (Maroc Telecom)	Vivendi	25 800 000	10 950	RABAT	Telecom
2	TOTAL MAROC	Total	7 756 459	299	CASABLANCA	Hydrocarbures
3	LAFARGE CIMENTS	Lafarge	5 441 000	708	CASABLANCA	BTP
4	LYONNAISE DES EAUX DE CASABLANCA	Suez environnement	5 344 000	3400	CASABLANCA	Distribution d'eau et d'électricité
5	CENTRALE LAITIERE	Danone	5 264 000	2694	CASABLANCA	Agroalimentaire
6	SOCIETE MAROCAINE DE CONSTRUCTION AUTOMOBILE	Renault	3 739 579	2278	CASABLANCA	Automobile
7	SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	Société Générale	3 217 000	3550	CASABLANCA	Banques
8	AXA ASSURANCE MAROC	AXA	3 063 000	540	CASABLANCA	Assurances
9	REDAL	Veolia environnement	2 331 526	1690	RABAT	Distribution d'eau et d'électricité
10	BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE	BNPPARIBAS	2 256 000	2092	CASABLANCA	Banques
11	AMENDIS SA	Veolia environnement	2 133 778	2130	TANGER	Distribution d'eau et d'électricité
12	CREDIT DU MAROC	Crédit Agricole	1 799 173	2345	CASABLANCA	Banques
13	SOCIETE DES BRASSERIES DU MAROC	Groupe Castel	1 678 950	569	CASABLANCA	Agroalimentaire
14	NEXANS MAROC	Nexans	1 670 000	577	CASABLANCA	Industrie électrique
15	LES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS	Colas	1 303 926	1473	CASABLANCA	BTP

Les 15 premières entreprises à participation française au Maroc en 2009 en termes d'effectifs

Rang	Raison sociale	Groupe français investisseur	Effectif	Ville	CA en millions de dirhams	Secteur
1	ITISSALAT AL MAGHRIB (Maroc Telecom)	Vivendi	10 950	RABAT	25 800 000	Telecom
2	WEBHELP MAROC	Webhelp	5000	RABAT	7 756 459	Publicité marketing relations clients
3	M'DINA BUS	RATP développement	4050	CASABLANCA	500 000	Transports urbains
4	SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	Société Générale	3550	CASABLANCA	3 217 000	Banques
5	LYONNAISE DES EAUX DE CASABLANCA	Suez environnement	3400	CASABLANCA	5 344 000	Distribution d'eau et d'électricité
6	STMICROELECTRONICS	Areva	2800	CASABLANCA	575 000	Industrie électronique
7	CENTRALE LAITIERE	Danone	2694	CASABLANCA	5 264 000	Agroalimentaire
8	ADECCO MAROC	Adia	2500	CASABLANCA	100 000	Services
9	CREDIT DU MAROC	Crédit Agricole	2345	CASABLANCA	1 799 173	Banques
10	SOCIETE MAROCAINE DE CONSTRUCTION AUTOMOBILE	Renault	2278	CASABLANCA	3 739 579	Automobile
11	AMENDIS SA	Veolia environnement	2130	TANGER	2 133 778	Distribution d'eau et d'électricité
12	BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE	BNPPARIBAS	2092	CASABLANCA	2 256 000	Banques
13	RISMA	ACCOR	2064	CASABLANCA	1 115 000	Tourisme
14	REDAL	Veolia environnement	1690	RABAT	2 331 526	Distribution d'eau et d'électricité
15	LES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS	Colas	1473	CASABLANCA	1 303 926	BTP

NB : les effectifs correspondent à ceux des sociétés citées ; le Groupe Veolia apparaît dans ce tableau à travers plusieurs sociétés (dont il est actionnaire) ; au total en tant que groupe Veolia emploie environ 10.000 salariés au Maroc

L'investissement direct, nouvelle donne des relations économiques internationales

L'investissement direct, qui est au cœur de cette enquête, s'oppose à la notion d'investissement de portefeuille dans lequel l'investisseur se contente d'acquérir sur le marché des titres (actions, obligations, etc...) qu'il peut céder à tout moment. Les crises des années 1990, en particulier la crise asiatique, ont montré que ces investissements de portefeuille pouvaient être source d'instabilité, par exemple en cas de retournement du marché.

Les investissements directs se définissent par leur inscription dans la durée, soit que l'investisseur prenne une part supérieure à 10%, soit qu'il soit opérateur de l'entreprise dans laquelle il investit.

L'essor des investissements directs dans les pays émergents sont la grande novation des années 2000. Ils ont changé la relation nord-sud car ils créent une relation de réciprocité, voire une solidarité d'intérêts entre les deux pays concernés : chacun a intérêt à ce que l'investissement réussisse, le pays d'accueil parce que cela contribue à son essor économique, le pays émetteur car son investisseur ne peut pas se retirer du jour au lendemain et a donc intérêt, en cas de difficultés, à s'employer à les surmonter.

Méthodologie de l'enquête « filiales »

L'enquête dite « filiales » est un recensement des implantations françaises à l'étranger réalisé par la Direction générale du Trésor et, pour le Maroc, par le Service économique de l'Ambassade de France.

Les résultats du recensement 2008 de l'enquête « filiales » viennent d'être publiés. **Les données portent sur l'année 2008, mais compte tenu de la période de réalisation (entre le 1^{er} décembre 2009 et le printemps 2010), elles incluent de fait des informations relatives à l'année 2009.**

Le Service économique de Rabat s'est appuyé, pour conduire son enquête auprès des entreprises, sur les données rassemblées par la Chambre française de commerce et d'Industrie dans le cadre de son *Répertoire des implantations françaises* publié en janvier 2009 (Guide Répertoire de la CFCIM, qu'il est possible de se procurer au siège de la Chambre). Ce répertoire liste les coordonnées des entreprises françaises en indiquant leurs domaines d'activités.

Cette enquête permet de mieux connaître l'importance et la répartition géographique des entreprises françaises à l'étranger et d'analyser leurs évolutions.

Au plan international, le seuil de 10% est le ratio retenu à titre de convention pour définir un « investissement direct étranger » et, par voie de conséquence, une filiale.

Ceci signifie que les mots de « filiale » ou « implantation » ne sont pas synonymes de prise de contrôle : une entreprise peut parfaitement être considérée comme une filiale d'entreprise française au sens de la présente enquête tout en étant éventuellement majoritairement contrôlée par des capitaux marocains, dès lors que la participation étrangère dépasse 10%, gage d'une implication particulière de l'investisseur international.

Est considérée comme une « implantation française » au sens de l'enquête, et donc incluse dans cette analyse, une entité de droit marocain répondant à au moins un des trois critères suivants :

Participation, à hauteur de 10% ou plus dans le capital de l'entité marocaine, d'une société de droit français ayant son siège social en France.

Participation, à hauteur de 10% ou plus dans le capital de l'entité marocaine, d'une société sans condition de nationalité, mais sous la condition que cette société soit elle-même détenue à hauteur de 50% ou plus par une société de droit français ayant son siège social en France.

Participation, à hauteur de 10% ou plus dans le capital de l'entité marocaine, d'une personne physique ayant sa résidence habituelle en France.

Peuvent être ainsi incluses dans le champ de l'étude les sociétés marocaines filiales de groupes internationaux, si elles sont détenues à 10% ou plus par la filiale française du groupe international.

Sont exclues du champ de l'enquête « filiales » les entreprises marocaines entretenant des liens de partenariat non-capitalistiques avec des entreprises françaises (contrats de distribution, transfert de technologies, licences d'emploi de marques déposées, réseaux de franchises...) ainsi que les entreprises détenues par des personnes physiques de nationalité française ayant leur résidence habituelle au Maroc.

En revanche, ces entreprises figurent dans le Répertoire de la CFCIM, ce qui a permis d'identifier de plus de mille entreprises ayant un lien avec la France ou créées par des Français du Maroc).

Le rôle de la direction générale du Trésor au sein de Bercy

La **direction générale du Trésor** est issue de la fusion entre trois grandes directions du Ministère français de l'Économie et des Finances : la Direction du Trésor, la Direction des Relations économiques extérieures (DREE) et la Direction de la Prévision.

La **direction générale du Trésor**, dont le Directeur général est Ramon Fernandez, emploie 2 200 collaborateurs en France et à l'étranger. Elle est au service du Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi pour lui proposer et conduire sous son autorité la politique économique de la France, et la promouvoir en Europe et dans le monde. Dans le cadre de ses missions, la direction générale du Trésor :

- élabore les prévisions économiques pour la France et son environnement international ;
- assure pour le gouvernement français l'analyse et le conseil sur les politiques macro-économiques et les questions économiques et financières européennes ;
- participe à la détermination de la politique économique et à la conduite des politiques publiques dans les domaines des finances publiques, des questions sociales et de l'emploi et des politiques sectorielles ;
- participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la régulation des institutions financières, des entreprises et intermédiaires d'assurance, ainsi que de la politique de régulation de l'épargne, de l'investissement et des marchés financiers et de la politique de financement des entreprises et du logement ;
- est chargée des questions économiques, financières et commerciales internationales sur le plan multilatéral et bilatéral, et contribue à la détermination et à la mise en œuvre de la politique d'aide au développement ;
- soutient le développement international des entreprises ;
- gère la trésorerie et la dette de l'Etat dans le cadre de l'AFT (Agence France Trésor) ;
- et veille aux intérêts patrimoniaux de l'Etat dans les entreprises et autres organismes qui entrent dans son champ de compétence notamment par l'intermédiaire de l'APE (Agence des participations de l'Etat).

En 2010, l'économie française est confrontée à de nombreux défis : recherche de nouveaux moteurs pour une croissance durable, réforme des retraites, mise en œuvre d'une trajectoire efficace pour un retour à l'équilibre de nos finances publiques, réformes du secteur financier, soutien de nos entreprises industrielles et renforcement de la compétitivité, négociation de pratiques commerciales équitables à l'OMC et d'accords de libre-échange bilatéraux... Par ailleurs, la réflexion à mener dans le cadre d'une nouvelle gouvernance mondiale est d'ores et déjà engagée dans la perspective des G7/G8 et G20, dont la France assurera la présidence en 2011. Pour mener à bien tous ces chantiers, la direction générale du Trésor sera, aux côtés de Christine Lagarde, Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, en première ligne.

Pour l'exercice de l'ensemble de ses missions, la direction générale dispose du réseau des services économiques à l'étranger. Les Services économiques au Maroc sont dirigés par Dominique Bocquet.

Les missions du **Service économique** de l'Ambassade de France sont :

- l'analyse et la veille économique et financière, sur une base macroéconomique mais également sur une base sectorielle ;
- l'animation des relations économiques, financières et commerciales bilatérales ;
- le soutien public au développement international des entreprises qu'il s'agisse des investissements directs ou de leur participation aux grands projets.